



Extrait du livre de Jean-Paul Loubes, *Tourisme arme de destruction massive*, Éditions du Sextant, 2015.

Le mur de Samarcande

Or, voici que le XXI^e siècle inaugure une nouvelle raison de construire des murs : l'industrie touristique. Si les médias ont largement rendu compte des dramatiques évasions des Allemands de l'Est jadis, des vagues de migrants à l'assaut des enclaves de Melilla ou accrochés aux sommets des barrières à Lampedusa de nos jours, des prises de vues d'hélicoptère sur les groupes de fuyards aux abords du mur de San Diego, par contre, le *mur de Samarcande* est l'objet d'une discrétion remarquable des magazines de découverte et de voyage. Il ne faut pas égratigner le mythe, ni décourager le remplissage des avions des tours opérateurs. De quoi s'agit-il ?

Le mythe qu'il ne faut pas écorner c'est celui de « Samarcande, la ville turquoise ». Avec l'aide des dépliants touristiques, il transporte le touriste dans un pays de tapis volants et des *Mille et une nuits*. Jafar, le père de Shéhérazade et vizir du roi Shahayan, n'est-il pas devenu un jour sultan de Samarcande ? Ce merveilleux aurait pu rivaliser encore avec le réel de la cité aux coupoles bleues. Ses prestigieux monuments, les trésors de l'architecture domestique de ses quartiers populaires de *mahallah*, ses salons de thé en bordure des bassins, auraient pu continuer à nous donner une idée de la cité vivante, maintes fois détruite et reconstruite. Dans la capitale de Tamerlan, la formation de la célèbre place du Régistan est sans doute un exemple des reconstructions successives qui un jour parviennent au chef d'œuvre. La medersa, construite par Ulug beg, petit-fils de Tamerlan, se voit quelques siècles après son édification dotée du vis-à-vis d'une seconde medersa, celle de Chir dor. Quelques années plus tard, une troisième école coranique, celle de Tilla Kari, vient fermer un côté de la place ainsi limitée par les trois édifices. L'échelle de ces monuments, leurs proportions, la liaison que ces portails monumentaux (*pishtaq*) assurent entre l'espace public de la place et les cours intérieures des medersas, font de cet ensemble un chef-d'œuvre d'architecture et d'urbanisme. Avec la conquête russe des années 1860-1870, la ville se voit dotée d'un autre patrimoine urbanistique et architectural de grande valeur. Ainsi sont réunis tous les ingrédients d'un « produit touristique » qu'il appartient aux autorités de valoriser avec des moyens que l'on peut qualifier d'obscènes. Ce sera chose faite à partir de 2009. Cette année-là débute la construction d'un mur de 6 mètres de haut, en béton et parpaings de ciment, destiné à isoler le « produit » décrit plus haut de la population de la cité. Il s'agit de soustraire ce patrimoine commun et de l'affecter à une exploitation touristique. Il est en effet un jalon important sur la Route de la soie, qui fut un courant d'échange international avant d'être une offre touristique alléchante. Par ces routes cheminèrent les grandes religions, le bouddhisme, le nestorianisme, l'islam, mais aussi des grandes inventions qui diffusèrent de la Méditerranée jusqu'à la Chine.

La construction de ce mur de la honte consiste à « dégager » les monuments du Régistan de la proximité des habitations populaires qui en constituaient l'écrin vivant, comme ce fut le cas pour certaines cathédrales en Europe et en France avant les dégagements de la période baroque et haussmannienne. Des reconstitutions¹ nous montrent comment entre les trois *pishtaq* des medersas, s'ouvrait un espace public, la place de sable du Régistan. Les rues étroites et couvertes des bazars débouchaient soudain sur cet espace monumental recouvert de la coupole du ciel. Le pouvoir soviétique avait commencé ces dégagements, mais le dictateur Islam Karimov² a donné un nouvel élan à la destruction du patrimoine urbain de la cité.

Afin de dégager l'espace pour construire ce mur, les habitants sont délogés de force en périphérie. Il s'agit d'isoler la population de tout contact avec les monuments majeurs, le Gour Emir, l'ensemble du Régistan, la mosquée de Bibi Khanym, le complexe architectural constitué par la nécropole de Shah-i-Zindeh. Les quartiers populaires, comme celui d'Iskandarov, sont ainsi coupés de tout contact avec les visiteurs. Les habitants qui n'ont jamais été informés de leur sort ont découvert un matin les tranchées qui préparaient la construction du mur qui suivait immédiatement. Voici un extrait du récit de l'anthropologue Alice Corbet :

*Le lendemain matin, la tranchée s'était encore allongée. Mais au niveau de l'hôtel, elle était comblée. Plus que cela : un petit muret s'élevait, déjà haut d'une trentaine de centimètres, condamnant l'accès à la ruelle principale desservant le quartier. C'est ainsi que les habitants, stupéfaits, découvrirent le projet en suivant du regard la plaie qui entourait les murs des maisons limitrophes. Ils tentèrent d'interroger les ouvriers, qui semblaient ne rien savoir. L'élévation du muret fut soudaine et inquiétante : où passerait-il, où s'arrêterait-il ? Comprendre cela, c'était comprendre le dessein des commanditaires. D'une part, le mur s'élevait de plus en plus haut là où il était le plus avancé, et d'autre part le tracé des fondations prenait une tournure toujours plus surprenante : finalement, par à-coups, il contournait le mausolée de Tamerlan, suivait les maisons, jusqu'à les encercler complètement. Bref, il séparait le quartier du mausolée, pourtant auparavant intégré.*³

C'est sous la protection des milices et du SNB (services ouzbek hérités de l'ex KGB) que les travaux ont été menés à marche forcée malgré les protestations des habitants. Il fallait faire vite, et la protection policière permettait la poursuite des travaux de nuit. En face du Régistan, les portes des maisons ont été murées en une journée.

Cette politique du patrimoine a pour principal objectif de soustraire à la fréquentation des habitants, les monuments et édifices qui étaient un *bien commun*. Il s'agit de transformer ces monuments en *attractions touristiques payantes*. Les boutiques qui, une quinzaine d'années auparavant, peuplaient les édifices du Régistan sont désormais interdites. Militaires et policiers sont ici le bras armé des urbanistes. Il résulte de ces aménagements une vitrification de la ville, qui s'accompagne par ailleurs d'une éradication progressive des témoignages de la période russe. Une recomposition de l'histoire et de l'identité s'opère autour de la période timouride, excluant les autres strates urbaines qui, avant ou après cette période, avaient constitué la ville. Les parkings pour les bus de touristes remplacent les parcs et les marchés populaires. Avec un peu de peinture sur *le mur*, les habitants décoorent leur propre emmurement.

L'un des prétextes donnés à ce saccage est la reconstitution d'une « allée royale » qui, au XIVe, siècle reliait le mausolée de Tamerlan, le Gour Emir, au mausolée Ruhabad. Mikael Corre qualifie Samarcande, d'« imposture sous les dômes bleus » et de « ville musée prostituée d'une énième dictature »⁴.

La muséification demandée par la consommation touristique passe par la destruction des architectures populaires, jugées indignes de voisiner avec l'architecture savante, réputée plus simplement ou élémentairement lisible par le touriste. Ce dernier bien entendu est un être virtuel, une cible que l'étude de marché a réduit à des caractères simples et répétitifs : culture moyenne, intelligence moyenne et consentant d'accorder une attention moyenne à ce qu'il voit. L'inculture de nombre de régimes dictatoriaux se trouve en harmonie complète avec l'infra-culture sur laquelle prospère le marché du tourisme. Mais la conjonction de l'inculture de masse et de l'affairisme, voire de la veulerie et du cynisme, qui animent ces marchands, ne saurait occulter un autre ordre de responsabilité, celle d'une organisation internationale comme l'UNESCO.

Si l'on ne peut imputer directement à cette organisation un désastre comme à Samarcande, il faut cependant noter l'onction que son label *Patrimoine mondial* délivré à cette ville en 2001 vient accorder à cette confiscation. Cet événement n'a pas fait l'objet, au cours des douze années suivantes, de la moindre condamnation dans les rapports de l'organisation. A la date du 14/04/2014, je cherche en vain dans le volet « Samarkand-Carrefour de culture » du site de l'UNESCO, la moindre mention de ce mur. Je n'y trouve qu'une légère allusion aux destructions du régime de Karimov :

Certains des aspects médiévaux ont été perdus ...en particulier dans la zone entourant les principaux monuments.

Mais ce regret est vite rattrapé par la considération qui suit :

Cependant, la ville contient toujours un substantiel tissu urbain de quartiers islamiques traditionnels, avec quelques beaux exemples de maisons traditionnelles.

En effet, des quartiers entiers qui constituaient la ville il y a quelques années, il ne subsiste plus malheureusement que « quelques exemples » de maisons traditionnelles. D'un couplet intitulé *Éléments requis en matière de protection et de gestion*, j'extrais les lignes suivantes :

Le dispositif juridique de sauvegarde du bien est adéquat. La Réserve nationale historique et architecturale de Samarkand a été créée par le Décret du Conseil des ministres de la République d'Ouzbékistan (26 mai 1982). Dans la Réserve, tous les travaux de construction et de mise en valeur sont réalisés conformément aux recommandations de l'Inspection régionale de Samarkand chargée de la préservation et de la restauration des objets du patrimoine culturel.

On le voit, pour l'UNESCO, tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes ouzbeks.

Le cas de Samarcande paraît l'un des plus aboutis du désastreux « effet UNESCO » sur certains sites prestigieux. Il réunit la dévastation du patrimoine d'un peuple et la falsification d'une histoire urbaine par un autocrate. La dépossession des habitants de leur héritage historique, la confiscation d'usages de pans entiers de la ville, tout cela mené par des mesures policières (rappelons que l'Ouzbékistan vit sous un régime qui pratique la torture). Cet héritage d'un peuple est soit détruit (les quartiers entiers de populations iranophones Tadjiks majoritaires à Samarcande), soit vitrifiés et marchandisés. Les monuments Ouzbeks Timourides sont empaquetés à l'usage du tourisme. Nous avons rappelé que l'UNESCO n'a évidemment pas compétence pour « interdire » quoi que ce soit à

un gouvernement. Par contre, il est choquant qu'elle octroie son label à des situations qui réalisent le contraire de ce que l'on attendait de cette organisation. Elle semble en effet légitimer aux yeux d'un vaste public des destructions, des falsifications, le mépris de populations entières à qui l'on confisque leur histoire pour en vendre des versions caricaturées aux marchands de voyages.

Il est cependant difficile de porter la critique sur cette question. Le label bénéficie encore auprès du public de l'idée d'une garantie de « protection », assimilée à la notion d' « authenticité » et de « qualité ». Une croyance liée à la popularité de labels qui, depuis l'alimentation bio, les vins, les volailles, jusqu'aux appareils électroménagers, confèrent une aura de respectabilité aux aliments, outils et facilités en tous genres, que la société de consommation a regroupé sous l'appellation de « produits ». On assiste ainsi à la fabrication rapide - en quelques mois - d'un paysage artificiel, support de contrefaçons. Ces adaptations aux impératifs de profit des exploitants et gestionnaires des sites, que sont ces bétonnages de l'environnement, ne sont pas décelables par les armées de touristes que les tours opérateurs déversent sur les sites.

Il semble que ces effets négatifs et observables par tous, ne soient pas suffisants pour contrarier le tropisme de la fameuse liste du *Patrimoine mondial* et en 2014 ce sont les menhirs de Carnac qui comparaissent devant les experts de l'Unesco.

Il semble que le ministre de la Culture, qui avait échoué à convaincre de l'utilité des aménagements de Carnac dans un premier temps, ait trouvé alors à relancer la dynamique par une autre tentative d'inscription au *Patrimoine mondial*. Ainsi la mairie de Nice nous apprend que l'ancien ministre de la Culture Jean-Jacques Aillagon a été recruté au cabinet du député-maire de cette ville, Christian Estrosi, pour préparer le dossier de candidature de l'emblématique promenade des Anglais au Patrimoine mondial de l'Unesco⁵. Pour étayer le dossier on nous dit que la célèbre promenade a servi de modèle à Copacabana à Rio, au Malecon de La Havane ou au Venice Beach à Los Angeles ! Après avoir rappelé que J-J Aillagon est « une personnalité reconnue [qui] a déjà à son actif... l'opération qui a porté le mécène et collectionneur François Pinault à devenir le gestionnaire privé de Palazzo Grassi et de la Punta della Salute, deux des plus prestigieux musées de Venise », le site *Nice-Premium*⁶ précise « Quand on arrive à convaincre les « marchands » vénitiens, on peut très bien se confronter aux experts de l'Unesco ! Meilleur choix ne pouvait être fait ». Une affirmation sinon diffamatoire, du moins assez peu flatteuse pour les experts de l'Unesco soupçonnés d'être plus facile à « convaincre » que les marchands vénitiens ! Le titre de l'information « Enjeu touristique » ne dissimule rien de ce que l'on attend d'une labellisation Unesco. Plus rien ne dissimule les vrais enjeux de cette « culture » là.

Le contexte d'affrontement qui oppose les populations locales aux intérêts commerciaux et touristiques est commun à beaucoup d'opérations de classement au Patrimoine Unesco. Il est souvent fait état de spoliations, de confiscations, et s'engage alors un bras de fer entre les citoyens et les marchands. L'enrobage par l'alibi de la culture ne parvient pas à gommer le sentiment des habitants des lieux de voir leur cadre de vie confisqué pour être livré aux prédateurs.

Les protestations devant la confiscation du Pont du Gard (Inscrit au *Patrimoine mondial* en 1985) et son exploitation commerciale éhontée, sont légion sur de nombreux sites web. Elles montrent la multiplication de la privatisation (le contraire d'un *accès public* libre) de sites autrefois accessibles à tous. On pourrait multiplier les exemples de ces lieux qu'enfants nous avons visités avec des parents désireux de nous donner le goût de l'histoire, ou de nous confronter avec des témoignages magnifiques du génie des hommes. Il en coûte au Pont du Gard 18 euros pour accéder en voiture, et 10 euros pour un parcours piéton dans un paysage qu'autrefois je parcourais librement.

La labellisation Unesco est une mauvaise action. La mauvaise action est de mettre en avant un argumentaire culturel pour servir d'alibi ouvrant la voie à des entreprises commerciales. La

labellisation couvre les confiscations dénoncées ici, mais également la cohorte d'architectures d'accompagnement qu'elle entraîne lorsque la convoitise des exploiters s'est emparée de ces ressources : bétonnage des sites, aires de stationnement stérilisant les abords, cacophonie des signalétiques, publicités, sonores ou visuelles, accaparement par des entreprises de spectacles.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 3.0 FR). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.

références

1. ↑ J.-P. Loubes, « L'invention du style néo-uygur », in *Etudes Orientales*, N°25 (2008), p. 165.
- Premier secrétaire du Parti Communiste d'Ouzbékistan, il devient président à l'indépendance du pays proclamée le 31 août 1991. Dès 1992 il effectue le pèlerinage à la Mecque repeignant ainsi aux valeurs de l'Islam un passé au service du régime athée de l'URSS, dont il fut un des administrateurs.
2. ↑ Alice Corbet, « Ainsi meurt l'âme de Samarcande », extrait de l'excellent article de l'anthropologue dans le Blog du Monde Diplomatique, du 18/02/2011.
3. ↑ Mikael Corre, « L'islam emmuré de Samarcande », reportage dans *Le Monde des religions.fr* du 18/02/2013.
4. ↑ - Communiqué AFP du 20 avril 2014.
5. ↑ Site Nice-Prémium le 22-04-2014.
6. ↑